

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 912

[2003/200245]

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2345/2001 du 30 novembre 2001;

Vu le règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 169/2002 du 30 janvier 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application pour la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures relatives à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes pour suivre les modalités d'application du règlement (CEE) n° 3508/92 et des règlements (CE) n° 1254/1999 et n° 2342/1999 et du nouveau règlement (CE) n° 2419/2001;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche pour la période transitoire débutant le 1^{er} janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes sont ajoutés les points suivants :

« 5. Zone : une des zones définies ci-après.

a. zone 1 : la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale;

b. zone 2 : la Région wallonne.

6. Quantité de référence régionale : la somme totale du nombre de droits à la prime qui sont attribués à tous les producteurs individuels d'une zone au début de la campagne 2002.

7. Réserve régionale de droits à la prime : la partie de la réserve nationale appartenant à une zone, calculée sur base du rapport des quantités de référence régionales. »

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « règlement (CE) n° 2342/1999 » sont remplacés par les mots « règlement (CE) n° 1254/1999 »;

2° le § 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. La réserve régionale de droits à la prime, comme prévue à l'article 1^{er}, point 7, est gérée séparément dans chaque zone considérée et est alimentée par les droits à la prime prélevés lors des transferts de droits sans transfert d'exploitation et par les droits à la prime enlevés pour non-utilisation. Le Ministre détermine les catégories de producteurs qui peuvent obtenir des droits à la prime de la réserve régionale. »

3° Il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les droits à la prime attribués à un producteur au début de la campagne 2002 conformément au § 1^{er}, appartiennent à la quantité de référence régionale de la zone du producteur concerné.

Cette zone est déterminée par la situation géographique de l'unité de production sur laquelle les animaux ont été déclarés dans la demande de prime 2002.

Dans le cas où un producteur a déclaré dans sa demande de prime de la campagne 2002 des bovins sur plusieurs unités de production qui appartiennent à des zones différentes, le producteur doit déterminer la zone à laquelle ses droits à la prime appartiennent. Ce choix est irrévocable, sauf cas exceptionnels motivés. »

Art. 3. En zone 2, à l'article 4 du même arrêté, le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Dans des situations autres que celles visées au § 1^{er}, le producteur peut transférer partiellement ou totalement ses droits à la prime à d'autres producteurs selon l'une des deux modalités suivantes :

a) en cas de lien de parenté ou d'alliance au premier degré entre le producteur-cédant et le producteur-preneur, le producteur-cédant peut transférer partiellement ou totalement ses droits à la prime au producteur-preneur, pendant la période de transfert fixée par le Ministre. Dans ce cas, un pourcentage des droits à transférer, fixé par le Ministre, est retenu pour la réserve régionale.

b) les producteurs-cédants peuvent transférer partiellement ou totalement leurs droits à la prime à des producteurs-attributaires par l'intermédiaire d'un Fonds des droits à la prime à la vache allaitante géré par l'Administration. Le Ministre détermine les catégories de producteurs qui peuvent entrer en ligne de compte pour la réallocation de droits à la prime ainsi libérés par les producteurs-cédants. En cas de transfert par l'intermédiaire de ce Fonds, un pourcentage des droits à transférer fixé par le Ministre, est retenu pour la réserve régionale. »

Art. 4. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne est chargée du paiement des primes ainsi que du recouvrement des primes indûment payées. »

Art. 5. A l'article 11 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « (CEE) n° 3887/92 » sont remplacés par les mots « (CE) n° 2419/2001 »;

2° un deuxième et un troisième alinéa rédigés comme suit sont ajoutés :

« Les infractions au présent arrêté et à ses arrêtés d'exécution peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée. »

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace. »

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 13bis rédigé comme suit :

« L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté. »

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 à l'exception de l'article 4 qui produit ses effets au 16 octobre 2002.

Art. 8. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 912

[2003/200245]

19. DEZEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2345/2001 vom 30. November 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 der Kommission vom 28. Oktober 1999 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch hinsichtlich der Prämienregelung, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 169/2002 vom 30. Januar 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe;

In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund des am 18. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Dezember 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Maßnahmen bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe zu ergreifen und so den Durchführungsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 und der Verordnungen (EG) Nr. 1254/1999 und (EG) Nr. 2342/1999 sowie der neuen Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In Erwägung des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt unterzeichneten Vereinbarungsprotokolls vom 13. März 2002 bezüglich der Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs für die Übergangsperiode vom 1. Januar 2002 bis zum 15. Oktober 2002;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe wird durch folgende Punkte ergänzt:

«5. Zone: eine der beiden nachstehend definierten Zonen:

a. Zone 1: die flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt;

b. Zone 2: die wallonische Region.

6. Regionale Referenzmenge: die Gesamtanzahl der Prämienansprüche, die allen einzelnen Erzeugern einer Zone zu Beginn des Wirtschaftsjahres 2002 übertragen worden sind.

7. Regionale Reserve der Prämienansprüche: der Teil der nationalen Reserve, der einer Zone vorbehalten ist und der auf der Grundlage des Verhältnisses der regionalen Referenzmengen berechnet wird.»

Art. 2 - Artikel 3 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in §1 wird der Wortlaut «Verordnung (EWG) Nr. 2342/1999» durch den Wortlaut «Verordnung (EG) Nr. 1254/1999» ersetzt;

2° § 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2. Die regionale Reserve der Prämienansprüche wird gemäß Artikel 1, Punkt 7 in jeder der Zonen getrennt verwaltet und wird durch die Prämienansprüche gespeist, die bei der Übertragung von Prämienansprüchen ohne Betriebsübertragung entnommen werden, sowie durch die Prämienansprüche, die wegen Nicht-Verwendung eingezogen werden. Der Minister bestimmt die Kategorien der Erzeuger, die Prämienansprüche aus der regionalen Reserve erhalten können.»

3° Der besagte Artikel wird durch einen §4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 4. Die gemäß § 1 zu Beginn des Wirtschaftsjahres 2002 auf einen Erzeuger übertragenen Prämienansprüche sind Teil der regionalen Referenzmenge der Zone des betreffenden Erzeugers.

Diese Zone wird durch die geographische Lage der Produktionseinheit bestimmt, auf der die Tiere in dem Prämienantrag 2002 angegeben worden sind.

Hat ein Erzeuger in seinem Prämienantrag des Wirtschaftsjahres 2002 Rinder auf mehreren Produktionseinheiten angegeben, die in unterschiedlichen Zonen gelegen sind, muss sich dieser Erzeuger für die Zone entscheiden, auf die seine Prämienansprüche angerechnet werden. Abgesehen von begründeten Ausnahmefällen ist diese Entscheidung unwiderruflich.»

Art. 3 - In der Zone 2 in Artikel 4 desselben Erlasses wird § 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2. In Sachlagen, die sich von den in § 1 angeführten Sachlagen unterscheiden, kann der Erzeuger seine Prämienansprüche unter Anwendung von einer der beiden nachstehenden Methoden ganz oder teilweise auf andere Erzeuger übertragen:

a) Ist der übertragende Erzeuger mit dem übernehmenden Erzeuger im ersten Grad verwandt oder verschwägert, kann der übertragende Erzeuger während des durch den Minister zu diesem Zweck festgelegten Zeitraums seine Prämienansprüche ganz oder teilweise auf den übernehmenden Erzeuger übertragen. In diesem Fall wird ein durch den Minister bestimmter Prozentsatz der übertragenen Prämienansprüche für die regionale Reserve einbehalten.

b) die übertragenden Erzeuger können ihre Prämienansprüche über einen von der Verwaltung geführten Fonds der Prämienansprüche für Mutterkuhprämien ganz oder teilweise auf anspruchsberechtigte Erzeuger übertragen. Der Minister bestimmt die Kategorien der Erzeuger, die für eine Umverteilung der von den übertragenden Erzeugern bereitgestellten Prämienansprüche in Frage kommen. Im Falle einer Übertragung im Rahmen dieses Fonds wird ein durch den Minister bestimmter Prozentsatz der übertragenen Prämienansprüche für die regionale Reserve einbehalten.»

Art. 4 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region wird mit der Zahlung der Prämien und der Eintreibung der ungeschuldet gezahlten Prämien beauftragt.»

Art. 5 - Artikel 11 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° der Wortlaut «(EWG) Nr. 3887/92» durch den Wortlaut «(EG) Nr. 2419/2001» ersetzt;

2° der genannte Artikel wird durch einen zweiten und einen dritten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Verstöße gegen den vorliegenden Erlass und seine Durchführungserlasse können mit einer Verwaltungsstrafe gemäß Artikel 8 des vorerwähnten Gesetzes vom 28. März 1975 geahndet werden.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird als zuständiger Beamte bezeichnet, um die Handlungen und Beschlüsse auf dem Gebiet der im vorherigen Absatz erwähnten Verwaltungsstrafen auszuführen.»

Art. 6 - In denselben Erlass wird ein Artikel 13bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird bevollmächtigt, die Ausgaben für die durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen.»

Art. 7 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2003 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 4, der am 16. Oktober 2002 wirksam wird.

Art. 8 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 912

[2003/200245]

19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de zoekkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoekkoeien

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 495/2001 van 13 maart 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 2345/2001 van 30 november 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2342/1999 van de Commissie van 28 oktober 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees met betrekking tot de premiereregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 169/2002 van 30 januari 2002;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de zoekkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoekkoeien;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden in verband met het landbouwbeleid naar de Gewesten voor wat betreft in het bijzonder de toepassingswijze van de zoekkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoekkoeien;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 december 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld maatregelen getroffen dienen te worden betreffende zoekkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoekkoeien, om de toepassingswijze na te leven van de verordening (EEG) nr. 3508/92 gewijzigd en van de verordeningen (EG) nrs. 1254/1999 en 2342/1999 en van de nieuwe verordening (EG) nr. 2419/2001;

Overwegende dat de Gewesten vanaf 1 januari 2002 bevoegdheden zijn toegewezen op het vlak van landbouw;

Gelet op het protocol-akkoord van 13 maart 2002 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Hoofdstedelijk Gewest Brussel betreffende de uitoefening van de bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld op het vlak van landbouw en visvangst voor de overgangperiode die op 1 januari 2002 ingaat en op 15 oktober 2002 beëindigd wordt;

Overwegende dat maatregelen getroffen moeten worden om de beslissingen in verband met de bevoegdheids-overheveling toe te passen;

Overwegende dat de continuïteit van de opdrachten van de openbare diensten gewaarborgd moet worden, met naleving van de verplichten opgelegd door de Europese regelgeving op het vlak van landbouw;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in het toepasselijk maken van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien worden volgende punten toegevoegd :

« 5. Zone : één van de hierna omschreven zones :

- a. zone 1 : het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- b. zone 2 : het Waalse Gewest.

6. Gewestelijke referentiehoeveelheid : de totale som van het aantal premierechten toegewezen aan alle individuele producenten van een zone bij het begin van het landbouwseizoen 2002.

7. Gewestelijke premierrightsreserve : het gedeelte van de nationale reserve dat aan een zone toebehoort, berekend op grond van de verhouding van de gewestelijke referentiehoeveelheden. »

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « verordening (EG) nr. 2342/1999 » vervangen door de woorden « verordening (EG) nr. 1254/1999 »;

2° § 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 2. De gewestelijke premierrightsreserve zoals bepaald in artikel 1, punt 7, wordt afzonderlijk beheerd in elke betrokken zone en wordt gespijsd met de premierrights die wegens niet-gebruik ervan ingetrokken worden. De Minister bepaalt de categorieën producenten die premierrights van de gewestelijke reserve kunnen krijgen. »

3° Er wordt een § 4 luidend als volgt toegevoegd :

« § 4. De premierrights die aan een producent worden toegekend bij aanvang van het landbouwseizoen 2002, overeenkomstig § 1, behoren tot de gewestelijke referentiehoeveelheid van de zone van de betrokken producent.

Die zone wordt bepaald door de ligging van de productie-eenheid waarop de dieren zijn aangegeven in de premieaanvraag 2002.

Indien een producent in zijn premieaanvraag voor het landbouwseizoen 2002 rundachtigen op verschillende productie-eenheden heeft aangegeven die onder verschillende zones vallen, moet de producent de zone bepalen waartoe zijn premierrights behoren. Die keuze is onherroepelijk, behalve uitzonderlijke, met redenen omklede gevallen. »

Art. 3. In zone 2 in artikel 4 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door volgende bepaling :

« § 2. In andere situaties dan die bepaald in § 1 kan de producent geheel of gedeeltelijk zijn premierrights overdragen aan andere producenten volgens één van beide hiernaomschreven wijzen:

a) in het geval van bloed- of aanverwantschap in de eerste graad tussen de producent-overlater en de producent-overnemer kan de producent-overlater geheel of gedeeltelijke zijn premierrights aan de producent-overnemer overdragen tijdens de overdrachtperiode die door de minister is vastgesteld.

In dat geval wordt een percentage over te dragen rechten dat door de minister is vastgesteld, voor de nationale reserve ingehouden;

b) de producenten-overlaters kunnen geheel of gedeeltelijke hun premierrights aan producenten-verkrijgers overdragen via een Fonds voor de rechten op de zoogkoeienpremie dat door het Bestuur wordt beheerd. De minister bepaalt de categorieën producenten die in aanmerking kunnen komen voor de herverdeling van aldus door de producenten-overlaters vrijgemaakte premierrights. In het geval van een overdracht via dat Fonds wordt een percentage over te dragen rechten dat door de minister wordt bepaald, voor de nationale reserve ingehouden. »

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« De Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest is belast met de betaling van de premies alsmede met de inning van de onverschuldigd betaalde premies. »

Art. 5. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « (EEG) nr. 3887/92 » worden vervangen door de woorden « (EG) nr. 2419/2001 »;

2° er worden een tweede en een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De inbreuken op dit besluit en op diens uitvoeringsbesluiten kunnen met een administratieve geldboete worden bestraft overeenkomstig artikel 8 van de wet van 28 maart 1975, voornoemd.

Als bevoegd ambtenaar voor het uitvoeren van de handelingen en het treffen van de beslissingen met betrekking tot de administratieve geldboetes bedoeld in vorig lid wordt aangewezen, de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhinderd, de ambtenaar die hem vervangt. »

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 13bis luidend als volgt ingevoegd :

« De inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest, of bij afwezigheid of verhinderd, de ambtenaar die hem vervangt, hebben delegatie om de uitgaven betreffende de steun bepaald in dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren. »

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003, met uitzondering van artikel 4 dat uitwerking heeft vanaf 16 oktober 2002.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART